

Chapitre 3 **Les démocraties libérales dans les crises des années 1930** (l'exemple de la France)

Introduction

La Première Guerre mondiale a remodelé la carte politique de l'Europe. Sur les ruines des empires effondrés, la démocratie semble l'emporter (République de Weimar en Allemagne, Autriche ou Tchécoslovaquie). Quant aux démocraties libérales existantes avant 1914, elles connaissent une réelle consolidation (France, Royaume-Uni ou États-Unis).

Toutefois d'autres régimes politiques sont apparus et se posent en concurrents de la démocratie (Russie bolchévique et Italie fasciste). Mais ces régimes restent encore isolés et la prospérité économique des années 1920 ou encore l'apaisement des relations internationales consolident les jeunes ou moins jeunes démocraties. L'Europe espère bien que la Grande Guerre sera la « der des der ».

Pourtant la rapide détérioration de la situation économique à partir de 1929 et la dégradation des relations internationales déstabilisent les démocraties dans les années 1930 : le régime démocratique victorieux en 1918 se retrouve affaibli et sur la défensive dans les années 1930...

Problématique Comment la France réagit-elle aux crises des années 1930 ?

I. La France dans la crise

A. Une crise multiforme

Documents Photographies chômeurs États-Unis et manifestation Allemagne

Documents Affiches communiste et anticommuniste

Profondément marquée par la guerre (1,4 million de morts et 3 millions de blessés), la France connaît dans l'immédiat après-guerre de nombreuses difficultés. Mais elles sont progressivement surmontées : les institutions de la III^{ème} République ont surmonté la guerre, la stabilité économique est au rendez-vous (« Belle Époque ») et les partis de gauche comme de droite se succèdent au pouvoir sans crise majeure. Ainsi, quand la crise économique apparaît en 1929, la France semble préservée et le régime républicain solidement enraciné.

Toutefois, à partir de 1931, la situation économique se détériore (dévaluation de la monnaie et baisse de la production industrielle). Cette crise survient avec un décalage chronologique et touche toutes les démocraties libérales (États-Unis puis Europe dont Allemagne). Les conséquences sociales sont douloureuses notamment l'augmentation du nombre de chômeurs multiplié par 2 de 1931 à 1936.

L'effet de cette crise est d'autant plus redoutable qu'elle devient politique. En effet, aucun gouvernement ne parvient à enrayer la crise et l'opinion s'impatiente. De l'impression d'impuissance du gouvernement découle un courant antiparlementaire (antiparlementarisme) : des ligues d'extrême droite se multiplient et entretiennent une agitation croissante. Des scandales touchant des personnalités politiques comme l'affaire Stavisky fragilisent encore davantage la république.

B. Le 6 février 1934

Documents Photographies ligues et 6 février 1934

Cette agitation antiparlementaire culmine le 6 février 1934. Ce jour-là, une manifestation des ligues, proche du Parlement, dégénère en un affrontement avec les forces de l'ordre. Même si les manifestants n'avaient pas l'intention d'abattre la république, les partis de gauche eurent le sentiment d'un complot (« coup de force fasciste »).

L'imprégnation fasciste en France était très limitée mais pour les contemporains, ces ligues représentaient un réel danger fasciste. Le développement d'un fort courant antifasciste fut le moteur de rassemblement des partis de gauche et joua donc un rôle dans la naissance du Front populaire.

II. L'expérience du Front populaire

A. La gauche au pouvoir

Documents Photographies grèves

En 1934, les partis de gauche sont divisés : avec le Congrès de Tours (1920), la S.F.I.O. (socialiste) se scinde avec la création de la S.F.I.C. (communiste). Ces communistes refusent de s'allier aux socialistes. Enfin, le Parti radical est resté libéral et refuse toute alliance avec les socialistes et encore plus avec les communistes.

Le 6 février 1934 inverse cette tendance : les militants des différentes organisations appellent à l'unité (« A bas le fascisme ! »). De plus, les communistes décident de rejoindre les forces de gauche à la demande de J. Staline.

Les élections législatives de 1936 voient une majorité de gauche l'emporter.

B. Les réformes du Front populaire

La formation d'un gouvernement de gauche s'accompagne d'occupations d'usines et de grèves. Largement suivies, ces grèves portent les espoirs de la classe ouvrière. Au mois de juin, la France est paralysée. C'est dans ce contexte que le gouvernement de Front populaire est constitué dirigé par le

socialiste Léon Blum. Sans participer au gouvernement composé de socialistes et de radicaux, les communistes le soutiennent.

En juin 1936, ce gouvernement prend des initiatives importantes dans les domaines politique, économique et sociale :

- x Entrée de la première femme au gouvernement.
- x Accords de Matignon : hausses des salaires, établissement des conventions collectives et reconnaissance du droit syndical.
- x Deux semaines de congés payés et limitation du travail hebdomadaire à 40 heures.
- x Nationalisations d'industries.

Satisfaisant ainsi les principales aspirations de la classe ouvrière, la République semble être sortie de la crise, « *sans une goutte de sang* » (Roger Salengro, ministre de l'Intérieur). Mais rapidement, le gouvernement de Léon Blum connaît des difficultés.

C. La guerre civile espagnole 1936-1939)

Documents Affiches du Front populaire

Lorsque la guerre civile espagnole éclate en juillet 1936, le gouvernement est divisé sur l'opportunité d'une aide directe et franche à la jeune république espagnole. En effet, les partis républicain et de gauche réunis dans le Frente popular sont confrontés à une tentative de coup d'Etat des franquistes.

Avec une opinion publique divisée et des ministres hostiles à une aide directe, Léon Blum comme le Royaume-uni décident de ne pas s'engager (principe de non-intervention).

III. La fin de la crise ?

A. La fin du Front populaire

En 1936, la situation financière se dégrade tout comme le climat politique avec des campagnes de presse. Cette crise s'aggrave en 1937.

En 1938, l'arrivée au pouvoir du radical Edouard Daladier sonne le glas de l'expérience du Front populaire. La crise économique a laissé une trace durable et profonde : le chômage reste à un niveau élevé. Par ailleurs, la fragilité démographique française s'accroît surtout par rapport à une Allemagne jeune et dynamique. Cette langueur économique et démographique expliquent l'affaiblissement français dans les années 1930. Là se trouve l'une des clés de l'effondrement de 1940...

A l'automne 1938, l'aggravation des tensions internationales fait passer au premier plan les problèmes de politique étrangère et de défense nationale.

B. L'odeur de la poudre...

Document Affiche antimilitariste

Document Photographie Accord de Munich

Les gouvernements qui se succèdent dans les années 1930 sont confrontés à une montée des périls extérieurs : à partir de 1935, les crises internationales se multiplient et bientôt, les provocations d'A. Hitler entraînent une vive tension en Europe.

Face à cette montée des périls, la marge de manoeuvre de ces gouvernements est étroite : les partis politiques et les Français sont divisés. Ils oscillent entre un pacifisme nourri par le traumatisme de la Grande Guerre et un souhait de fermeté face aux agressions, ce dernier étant loin de l'emporter.

La signature des accords de Munich par la Chambre des députés et la popularité dont témoigne E. Daladier confirment cet attachement des Français à la paix.

Conclusion

Problématique Comment la France réagit-elle aux crises des années 1930 ?

La crise économique et les agitations politiques des années 1920 et 1930 constituent des attaques non négligeables pour la République française.

L'expérience du Front populaire semble une parenthèse heureuse avant la tourmente de l'année 1940.